

2009

# Rapport d'activités

soumis au conseil d'administration  
du 5 mai 2010



# Sommaire

<b>Préface</b> .....	<b>p. 5</b>
<b>Temps forts 2009</b> .....	<b>p. 7</b>
<b>Les indicateurs</b>	
- du mouvement .....	<b>p. 11</b>
- de la Fédération .....	<b>p. 11</b>
<b>L'action nationale</b>	
- Animation .....	<b>p. 13</b>
- Lobbying .....	<b>p. 14</b>
- Communication .....	<b>p. 17</b>
- Services aux adhérents .....	<b>p. 19</b>
<b>L'action régionale et ultramarine</b>	
- Animation .....	<b>p. 21</b>
- Lobbying .....	<b>p. 21</b>
- Communication .....	<b>p. 22</b>
<b>L'action européenne et internationale</b>	
- Animation .....	<b>p. 23</b>
- Lobbying .....	<b>p. 23</b>
- Communication .....	<b>p. 24</b>
<b>Annexes</b>	
- Adhésions .....	<b>p. 25</b>
- Radiations .....	<b>p. 26</b>
- Organismes auprès desquels la Fédération est active .....	<b>p. 27</b>



## Préface

*En octobre 2008 se tenait à Lyon le congrès fondateur des Epl à l'occasion duquel j'ai été élu président de la Fédération. Comme je m'y étais engagé, j'ai commencé un tour de France, outre-mer compris, afin d'aller à la rencontre directe des fédérations régionales. Parallèlement, j'ai rencontré les principaux interlocuteurs de la Fédération : ministres, députés, sénateurs, présidents et directeurs des grands réseaux et des entreprises partenaires et par deux fois les représentants des fédérations de locataires.*

*Ces rencontres m'ont permis de beaucoup écouter, mais aussi de beaucoup échanger et finalement de constater le poids important et la réelle autorité que représente notre Fédération. Elles m'ont également fait connaître l'extrême diversité de l'économie mixte, le caractère militant de ses acteurs et leur volonté farouche de défendre l'intérêt général.*

*Bien qu'il soit encore trop tôt pour en mesurer tous les effets, il semble bien que le positionnement original des Epl les conforte, voire même leur redonne une nouvelle légitimité dans le contexte de renforcement de conjoncture que nous connaissons. L'ancrage sur le long terme, les compétences professionnelles, les capacités d'innovation, le souci d'une gouvernance privilégiant l'intérêt général, sont autant d'atouts qui aujourd'hui reprennent tous leur sens et toute leur pertinence.*

*Cet intérêt nouveau dans une économie bien réelle, dans une économie au service du développement et de l'emploi, dans une économie qui privilégie le développement durable des territoires et la satisfaction des besoins de leurs habitants, est une fenêtre ouverte pour notre Fédération.*

*Elle est aussi la vôtre. Mes déplacements sur le terrain que j'ai souhaité placer sous le signe de l'écoute, m'ont beaucoup appris. Lorsque l'on fait le tour des débats et des évolutions possibles, on s'aperçoit que de nombreux points sont unanimement partagés.*

- *De manière générale, il est acté qu'il faut donner plus de moyens et de libertés aux élus, afin qu'ils puissent toujours mieux répondre aux problématiques qu'ils rencontrent sur leur territoire.*
- *De manière générale, il est acté qu'il faut rendre encore plus efficace et surtout plus lisible les outils à disposition de l'économie mixte.*
- *Et enfin, il est acté qu'il nous faut être vigilants sur les questions de gouvernance et de contrôle, et qu'il ne faut pas transiger sur les valeurs fondamentales de l'économie mixte.*

*Aujourd'hui, peut-être encore plus qu'hier, l'enjeu pour notre Fédération est de réussir à rassembler tous les acteurs de l'économie mixte autour de projets cohérents, attractifs et dynamiques. C'est au service de ces priorités que s'est organisée l'action de la Fédération en 2009, détaillée dans le présent rapport d'activité.*

**Martial Passi**  
Président de la Fédération des Epl



# Temps forts 2009...

## ... du 1<sup>er</sup> trimestre

**26 janvier** : L'Arsem Aquitaine fait place à la **Fédération des Epl Aquitaine**. **Bernard Cazeau**, président du conseil général et sénateur de la Dordogne, est élu à la présidence de la Fédération, succédant à Jean Mercherz.

**28 janvier** : Sem Midi-Pyrénées devient la **Fédération des Epl Midi-Pyrénées**. **Louis Germain**, conseiller du Grand Toulouse et président du conseil de surveillance de la Semidias, en devient le nouveau président, succédant à Joseph Carles.

**5 février** : Renouveau urbain des centres anciens. La Fédération des Epl organise une rencontre nationale dans le cadre du **Corum**, association portée par l'**Anah** et la **Caisse des dépôts**, qu'elle anime.

**10 mars** : **Yvon Robert**, 1<sup>er</sup> adjoint au maire de Rouen et vice-président du conseil général de Seine-Maritime, nouveau président de la **Fédération des Epl Haute-Normandie**. Président de la Sem Rouen Park Auto, il succède à Marc-Antoine Jamet.

**11 mars** : **Martial Passi**, président de la Fédération des Epl, rencontre les associations de locataires.

**12 mars** : La Fédération organise un colloque « Pour une régulation des services de l'eau » à l'Assemblée nationale. Il a réuni plus de 200 participants.

**13 mars** : Premier volet du cycle éco-quartier avec visite de la Zac de Bonne à Grenoble, en partenariat avec la **Fédération des Epl Rhône-Alpes** et la Sem **Sages**.

**13 mars** : **Paul Blanc**, sénateur des Pyrénées-Orientales et P-DG de la Sem SCFC Sournia, devient le premier président de la **Fédération des Epl Languedoc-Roussillon** (ex-Arsem), succédant à Jean Denat.

**18 mars** : **Christine Boutin**, ministre du Logement et **Michel Piron**, rapporteur de la loi de mobilisation pour le logement à l'Assemblée nationale, participent à une journée d'information organisée par la Fédération sur ce texte.

**24 mars** : Réunion constitutive de la Commission santé-social, placée sous la présidence du Dr **Charles Descours**, président d'honneur de la Fédération des Epl.

## ... du 2<sup>e</sup> trimestre

**3 avril** : La Commission tourisme planche sur « Internet, un enjeu majeur pour la promotion touristique des territoires ».

**3 avril** : 2<sup>e</sup> Volet du cycle éco-quartier avec la visite des Rives de la Haute-Deûle à Lille, en partenariat avec la **Fédération des Epl Nord Pas-de-Calais Picardie** et la **Soreli**.

**29 avril** : Les marchés des Sem gestionnaires d'équipements touristiques en montagne font l'objet d'une réunion d'information à la mairie de La Clusaz, avec le concours de la **Satelc**.

**13 mai** : La **Fédération des Epl Ile-de-France** accueille **Guy Geoffroy**, député-maire de Combs-la-Ville et président des Eco Maires, l'occasion d'échanger sur les problématiques d'aménagement et d'éco-quartiers, ainsi que sur les politiques d'énergie durable.

**26 mai** : Colloque accessibilité à Grenoble organisé par la **Fédération des Epl Rhône-Alpes** en partenariat avec **Dexia**.

**27 mai** : Déploiement de la fibre optique. La Fédération permet un dialogue avec l'**Arcep** et les opérateurs de téléphonie dans ses locaux.

**2 juin** : Colloque des **Epl du Grand Ouest** à Angers sur le retournement de conjoncture.

**4 juin** : Présentation du « Guide des bonnes pratiques dans le cadre d'un projet d'énergies renouvelables ». L'occasion pour la Fédération d'apporter un éclairage sur le photovoltaïque et les équipements au sol.

**11 juin** : Lancement des assises stratégiques régionales à Marseille. Elles dérouleront sur l'ensemble du territoire jusqu'au 23 septembre. Martial Passi assiste personnellement à six d'entre elles.

**11 juin** : La Fédération entend accompagner le secteur des télévisions locales en plein développement. Elle lance un groupe de travail ouvert à la fois aux Sem et aux porteurs de projet.

**16 juin** : Sécurité et sûreté des spectacles vivants : présentation du guide réalisé par le groupe de travail des Sem salles de spectacles de la Fédération et le **Prodis** par son rédacteur **Eric Joly**.

**18 juin** : Rencontre d'Epl françaises et italiennes à Poitiers sur le développement des énergies renouvelables en Europe.

**23 juin** : Un moment fort pour le mouvement : assemblée générale de la Fédération des Epl, rencontre nationale des dirigeants, club des présidents.

L'Assemblée générale statutaire de la Fédération, désormais dissociée du congrès, a approuvé le rapport moral et le rapport financier 2008. Elle a également arrêté le barème des cotisations pour l'année 2010, entériné les cooptations faites par le conseil d'administration depuis la dernière assemblée générale et approuvé le renouvellement du conseil d'administration.

La rencontre nationale consacrée au projet de réforme territoriale et les présidents ont accueilli **Michel Verpeaux**, membre de la Commission Balladur et **Patrick Arthus**, économiste et directeur des études au groupe Caisse d'épargne.

**23 juin** : La **Sages** (Grenoble), la **Sic** (Nouvelle Calédonie), la **Seda** (Aisne) et la **TaM** (Montpellier), lauréates des Trophées des Epl 2009.

**26 juin** : Voyage d'étude à Cologne. Découverte de la plus importante holding allemande « Stadtwerke Köln Gmbh » et échanges avec ses dirigeants tant sur les domaines de l'eau, de l'énergie, des déchets, que des transports.

## ...3<sup>e</sup> trimestre

**1<sup>er</sup> juillet** : **Laurent Lafon**, maire de Vincennes, nouveau président de la **Fédération des Epl Ile-de-France**. Il succède à Claude Pernès.

**2 juillet** : **Marc Levilly**, adjoint au maire de Caen, est élu président de la **Fédération régionale des Epl Basse-Normandie**. Il succède à Jean-Léonce Dupont.

**3 juillet** : Toutes les associations régionales de Sem sont devenues des fédérations régionales. Sur proposition de **Vincent Fuster**, le **Conseil des fédérations régionales d'Epl** se substitue au Conseil des associations régionales.

**15 juillet** : Les **Epl de Bourgogne Franche-Comté** échangent avec Patrick Bernard, directeur de la Banque de France de Franche-Comté et Didier Blaizeau, directeur de l'Insee Franche-Comté, sur la conjoncture économique et ses conséquences sur l'activité de leurs sociétés.

**16 juillet** : Conférence européenne dans le cadre du CEEP sur la mise aux normes des déchets.

**8 septembre** : Rencontre entre Sem d'aménagement et membres du Club des actionnaires sur le retournement de conjoncture.

**9 septembre** : Le conseil d'administration nomme **Thierry Durnerin**, directeur

## ...4<sup>e</sup> trimestre

général de la Fédération. Il succède à Maxim Peter.

**17 septembre** : Colloque des **Epl du Grand Est** à Mulhouse sur la relance de la conjoncture et le rôle que les Epl peuvent y jouer.

**18 septembre** : Le comité de pilotage (Atout France, Caisse des dépôts et Fédération des Epl) valide le guide des équipements aqualudiques.

**5 octobre** : La **Sellor** accueille une réunion d'information à bord du bateau *La Thalassa*, à Lorient, consacrée aux marchés des Sem gestionnaires de port de plaisance et/ou d'activités nautiques.

**7 et 8 octobre** : Le Congrès national des Epl à Nantes a réuni 1 479 participants. Il constitue un temps fort du mouvement qui a adopté son document d'orientation stratégique. Deux ministres ont fait le déplacement, **Benoist Apparu**, secrétaire d'Etat au Logement et **Fadela Amara**, secrétaire d'Etat à la Ville.

**14 et 20 octobre** : Deux rencontres destinées aux Sem intervenant en secteur de montagne organisées dans les Pyrénées (Lourdes) et dans les Alpes (Chambéry) sont consacrées aux marchés des Sem et aux problématiques liées aux Oril et au logement des saisonniers.

**15 octobre** : Colloque des **Epl Nord Pas-de-Calais** à Maubeuge organisé en partenariat avec l'ADCF sur les politiques foncières.

**26 octobre** : Remise des labels Discerno CRS (RSE des PME publiques) à Bruxelles. La Sogaris (Rungis), la Sic (Nouvelle Calédonie) et la Setomip (Toulouse) obtiennent ce label européen qui vient conforter leur image au plan européen, national et local.

**27 octobre** : 12<sup>e</sup> Conférence des Epl à Bruxelles. « Les Entreprises publiques locales dans un contexte porteur : de la crise mondiale à de nouvelles opportunités ».

**4 novembre** : La Fédération des Epl participe au jury des éco-cités et des éco-quartiers placé sous l'égide de Jean-Louis Borloo. Les Epl obtiennent 13 prix sur les 27 décernés.

**6 novembre** : Rencontre sur les Sem départementales et l'assistance aux communes rurales.

**8 au 10 novembre** : Voyage d'étude du Bureau de la Fédération des Epl à Budapest sur les Sem contrats et l'assainissement.

**9 au 11 novembre** : La Fédération participe au 18<sup>e</sup> Congrès de l'association des communes et collectivités d'outre-mer en Martinique.

**10 novembre** : Publication du tome V de « Paroles d'élus », recueil de bonnes pratiques des collectivités et d'Epl en matière de TIC. Cet ouvrage réalisé en partenariat avec **Orange** associe les principales fédérations d'élus dont la Fédération des Epl.

**16 novembre** : Parution d'un guide de recommandations pour les collectivités locales sur le photovoltaïque.

**17 au 19 novembre** : Comme chaque année depuis 2002, la Fédération des Epl est présente au Salon des Maires et des collectivités locales.

**19 novembre** : Colloque « Attractivité du territoire » à Montbéliard.

**22 et 23 novembre** : Pour la seconde année consécutive, la Fédération est présente au congrès annuel du Syndicat national des directeurs généraux de services qui se tient à Lille Grand Palais.

**Novembre-décembre** : Série de rencontres sur le nouveau décret relatif aux concessions d'aménagement organisées en partenariat avec la **Scet** (Toulouse, Marseille, Lyon, Strasbourg et Paris).

**2 décembre** : Suite à la loi du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques, la Fédération organise une rencontre avec **Jacques Augustin**, sous-directeur au ministère du Tourisme sur la réforme de la vente des voyages et séjours touristiques.

**9 et 10 décembre** : 2<sup>e</sup> Université des présidents d'Epl au siège de **Dexia** Crédit local en présence de Pascal Poupelle.

**10 décembre** : Rencontre au **Futuroscope** sur « les évolutions d'internet et le nouveau marketing touristique ».

**15 décembre** : Lancement de la première édition de la **Semaine nationale des Epl**, grande manifestation biennale, qui verra du 19 au 26 mai 2010 une multitude d'évènements organisés par les Epl sur tout le territoire, à destination des élus locaux, du grand public et des acteurs du développement local.

**15 décembre** : **Jean-Yves Le Bouillonec**, député-maire de Cachan et président de Paris Métropole, analyse le débat du Grand Paris avec les adhérents de la **Fédération régionale des Epl Ile-de-France**.

**18 décembre** : Réunion d'information sur les conventions d'utilité sociale.

# Les indicateurs...

## ...du mouvement

### **1 061 Entreprises publiques locales**

Les 1 061 Entreprises publiques locales en activité au 31 décembre 2009 renforcent leurs indicateurs de performance, malgré une conjoncture économique difficile.

### **254 projets à l'étude**

Les 254 projets de création d'Epl recensés, dont 67 identifiés pour la seule année 2009, témoignent de l'intérêt des élus pour le mode de gestion Epl.

Si le mouvement connaît un léger recul du nombre d'Entreprises publiques locales (1 094 en 2008), la bonne santé des Epl existantes se confirme.

Ainsi, le chiffre d'affaires et l'emploi par entreprise sont respectivement en hausse de 2 % et 2,6 %. Les Entreprises publiques locales, moins nombreuses en 2009, voient donc leur performance s'affirmer.

Ce dynamisme s'exprime également par la constitution de Sociétés publiques locales d'aménagement, le développement des filiales d'Epl et l'augmentation du nombre de logements gérés par les Entreprises publiques locales.

Au 31 décembre 2009, les Epl représentent :

- 50 796 emplois en équivalent temps plein
- 3,1 milliards d'€ de capitalisation
- 10,2 milliards d'€ de chiffre d'affaires

Le recensement de 67 projets de création d'Epl en 2009 confirme l'intérêt des collectivités et des élus locaux pour les différentes composantes de la famille des Entreprises que sont les Sem et les Sociétés publiques locales d'aménagement (Spla).

Les secteurs du tourisme, du développement économique, de l'aménagement et de l'énergie rassemblent à eux seuls près de 86 % de ces projets.

## ...de la Fédération

### **708 Adhérents**

A fin 2009, la Fédération compte 708 adhérents dont 657 Sem, 16 Spla, 8 filiales et 27 collectivités locales porteuses de projets.

En 2009, elle a enregistré 33 nouvelles adhésions et 47 radiations.

### **3 171 K€ de cotisation**

Les cotisations représentent 50,1 % des ressources de la Fédération. Leur montant encaissé au titre de l'exercice 2009 s'élève à 3 171 K€, soit un taux de recouvrement de 87 %.

Au titre de 2009, la cotisation moyenne acquittée par les Epl à la Fédération s'établit à 5 063.

En dehors des cotisations, les principales ressources de la Fédération proviennent pour 22,4 % de la subvention de la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) et 27,5 % de ses ressources « commerciales ».

Avec un effectif de 39,9 Etp (contre 42,7 en 2008), les charges de personnel représentent près de 50 % des dépenses d'exploitation. Elles sont couvertes par les cotisations à hauteur de 91,4 % (taux de couverture des charges de personnel « permanent »).



# L'action nationale...

## ...l'animation

En 2009, les instances de la Fédération des Epl se sont réunies de façon régulière.

### ... Comité stratégique

Le Comité stratégique est présidé par **Jean-Léonce Dupont**, vice-président du Sénat et président de la Saiem de Bayeux. Il est chargé de définir les grandes orientations de la Fédération.

Il s'est réuni le 3 juin 2009 pour préparer le document d'orientation stratégique, soumis aux adhérents lors des 14 Assises stratégiques régionales qui se sont tenues entre 11 juin et le 23 septembre et adopté au Congrès de Nantes, le 8 octobre.

### ... Conseil d'administration et Bureau

Le conseil d'administration et le bureau se sont réunis respectivement à 7 et 3 reprises sous la présidence de **Martial Passi**.

Les principaux sujets examinés : plan d'action 2009, arrêté des comptes, bilan social et bilan du plan d'action 2008, préparation du congrès des Epl de Nantes, bilan et perspectives du Salon du développement local, examen des candidatures pour la ville d'accueil du congrès 2011, organisation de la Semaine des Epl, désignation du nouveau directeur général, suivi des actions de lobbying, sans oublier la préparation du plan d'action 2010.

### ... Comité de déontologie et de transparence

Le comité de déontologie et de transparence, présidé par **Michel Valdigué**, conseiller maître à la Cour des comptes, se réunit une fois par an au moins pour proposer des suites aux constats du dispositif d'autocontrôle et à chaque fois que nécessaire.

Sur la base des comptes 2008, 15 Sem ont été détectées comme étant en situation fragile ou difficile.

### ... Comité d'audit et des rémunérations

Le comité d'audit et des rémunérations est présidé depuis le 23 juin par **Jean-Luc Cordier**,

responsable marché à la direction du développement du Crédit coopératif.

Réuni le 23 mars sous la présidence de **Benoît Catel**, il a examiné le projet d'arrêté des comptes au 31 décembre 2008, le projet de bilan social, le rapport des commissaires aux comptes sur les frais de déplacement des collaborateurs de la Fédération, la mise en œuvre du règlement d'achat. Il a également dressé un bilan positif quant aux recommandations formulées courant 2008.

### ... Commission aménagement et renouvellement urbain

La commission aménagement et développement urbain, présidée par **Jean-Marie Sermier**, député du Jura et président de la Socad, s'est réunie à deux reprises.

Au nombre des sujets examinés :

- Les modifications du règlement Anru demandées par la Fédération
- Le nouveau décret sur les concessions d'aménagement, enfin obtenu par la Fédération
- Les actions menées auprès du Corum (association commune à la Caisse des dépôts et à l'Anah) en faveur des opérateurs en quartiers anciens.

### ... Commission développement économique

La commission développement économique, présidée par **Patrick Jarry**, maire de Nanterre et président de la Semna, s'est réunie le 8 mars.

Les sujets examinés : plateformes d'innovations, Sem et services aux entreprises.

### ... Commission logement

La commission logement, présidée par **Jean-Léonce Dupont** et animée par **Guy Henrion**,

directeur de la SaiemB, s'est réunie par deux fois.

Parmi les sujets examinés :

- Les conventions d'utilité sociale
- Les règles de récupération des dépenses de gardiennage
- Le Grenelle de l'environnement
- Le pass foncier
- La Miilos

### ... Commission tourisme loisirs et culture

La commission tourisme loisirs et culture, présidée par **Philippe Augier**, maire de Deauville et président du CID, a engagé des actions sur :

- le nouveau marketing territorial
- le guide de recommandations sur la sûreté et
- la multi-activité

Elle a également examiné la proposition de loi sur le développement et la modernisation des services touristiques (votée le 22 juillet 2009).

### ... Commission environnement et réseaux

La commission environnement et réseau est présidée par **Jérôme Safar**, 1<sup>er</sup> adjoint au maire de Grenoble et président de GEG.

### ... Commission déplacement

La commission déplacement est présidée par **Charles Descours**, président d'honneur de la Fédération des Epl.

Elle a organisé un voyage d'étude à Cologne pour une présentation de « Stadtwerke Köln GmbH », la plus importante holding allemande.

### ... Commission santé

La commission santé-social, placée sous la présidence de **Charles Descours**, président d'honneur de la Fédération des Epl s'est réunie pour la première fois le 24 mars.

Ses travaux ont permis l'élaboration d'un argumentaire de promotion de la Sem à destination des élus et la capitalisation des différents projets dans le secteur médico-social.

### ... Commission communication

Cf p. 17 ... la communication

### ... Commission outre-mer

Cf p. 21 ... l'animation outre-mer

### ... Commission Europe et relations internationale

Cf p. 23 ... l'action européenne et internationale

### ... Clubs métiers

L'animation professionnelle à travers les 9 commissions de la Fédération est complétée par des clubs métiers complète qui travaillent sur des thèmes liés à leur actualité. En 2009, plus de 70 réunions de clubs se sont tenues soit à la Fédération ou décentralisées.

### ... Club des actionnaires

Le Club des actionnaires est présidé par **Gérard Trémège**, maire de Tarbes et président de la Semi. Il a tenu 2 réunions en 2009 consacrées à la rémunération comme à la fluidité du capital dans les Epl et au retournement de conjoncture.

## ...le lobbying

### ... Proposition de loi sur les Spl

271 parlementaires ont signé la proposition de loi déposée devant le Sénat et l'Assemblée nationale.

Le texte a été adopté en première lecture au Sénat le 4 juin 2009 à l'unanimité et avec le soutien du Gouvernement.

**Jean-Pierre Schosteck**, président d'honneur de la Fédération, a obtenu en octobre l'assurance que le texte figurerait prochainement à l'ordre du jour de l'Assemblée dans l'une des niches réservées à l'UMP et qu'il en serait le rapporteur.

### ... Projet de loi sur la réforme des collectivités territoriales

Ce projet de loi enregistré à la présidence du Sénat le 21 octobre 2009 devrait être examiné en janvier 2010.

Plusieurs dispositions sont susceptibles d'impacter les Epl, telles :

- la création du conseiller territorial (article 1)
- la transformation des Conseils économiques et sociaux régionaux (article 4)
- la création des métropoles (article 5)
- la création des pôles métropolitains (article 7)
- le dispositif des communes nouvelles (articles 8, 9, 10 et 11)
- l'achèvement de la carte de l'intercommunalité (articles 16, 17 et suivants)
- le renforcement de l'intercommunalité (article 31 et suivants)
- la spécialisation de l'action des collectivités territoriales (article 35)

La Fédération a proposé un amendement prévoyant une période transitoire de deux ans pour organiser les modalités de cession des actions et de mise en place du mode de gouvernance des Sem concernées par les transferts de compétence.

### ... **Projet de loi mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion**

Le lobbying de la Fédération a porté sur :

- le maintien de la rédaction de l'article 55 de la loi SRU.
- le report de 2010 à 2011 de l'obligation par les bailleurs sociaux, de signer des conventions d'utilité sociale.
- le report de 2009 à 2011 du futur prélèvement sur les bailleurs sociaux et la limitation de l'assiette de ce prélèvement aux logements locatifs sociaux des Sem.
- la possibilité pour les communes de porter de 10 à 15 % la taxe sur les plus-values générées par l'ouverture des terrains à l'urbanisation.
- L'exonération de taxation à l'impôt sur les sociétés pour les plus-values liées à des cessions de terrains au profit de bailleurs sociaux.
- La possibilité de conclure des accords entre un bailleur et ses locataires pour permettre qu'en cas de réalisation de travaux d'économies d'énergie, une partie des économies puisse être utilisée par le bailleur pour financer une partie des travaux.
- L'assouplissement des règles de conclusion des accords collectifs locaux.

### ... **Projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques**

La Fédération a été auditionnée le 20 mars par Bariza Khiari, rapporteur du texte au Sénat. A la demande de ses adhérents, elle a remis des propositions d'amendements visant à clarifier le champ d'intervention des Sem du secteur touristique.

### ... **Décret clarifiant le statut des concessions d'aménagement**

La Fédération des Epl demande depuis 2007 un décret complémentaire sur le mode d'attribution des concessions d'aménagement afin qu'il soit parfaitement conforme au droit communautaire.

Le décret paru en juillet 2009 répond totalement aux attentes des collectivités et des Sem et permet de recourir à la procédure de la concession d'aménagement, même si l'opérateur n'assume pas une part substantielle du risque économique de l'opération.

La parution de ce décret facilite l'intervention des Sem dans les opérations financées par l'Anru et notamment celles financées dans le cadre du PNRQAD (Programme national de réhabilitation des quartiers anciens dégradés), mais aussi la réalisation d'opérations dont la commercialisation comporte un aléa économique trop important pour être assumé par les Sem.

### ... **Sem contrat**

Dans ce type de Sem, qui existe à ce jour dans de nombreux pays d'Europe mais pas en France, les collectivités locales ont la possibilité de choisir, au terme d'un appel d'offres, l'actionnaire privé qui gèrera tout ou partie de la mission attribuée sans mise en concurrence de la Sem.

A l'initiative de la Fédération, l'Institut de la gestion déléguée a créé un groupe de travail présidé par Jean-Pierre Duport. Ce groupe, qui rassemble des principales parties prenantes (associations d'élus, ministères, Fédération des Epl, groupes privés, banques) a rédigé une saisine du Conseil d'Etat afin que ce dernier précise si la création de Sem contrat nécessite des modifications législatives ou peut se faire à droit constant.

Le Gouvernement a saisi le Conseil d'Etat courant octobre.

### ... Assises des territoires ruraux

Michel Mercier, ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire, organise jusqu'à fin janvier 2010 les Assises des territoires ruraux. L'objectif de cette consultation est d'établir un plan d'actions apportant des réponses concrètes pour favoriser l'attractivité des territoires ruraux aux plans économique, social et patrimonial. Trois groupes de travail ont été constitués sur les thèmes suivants : développer les activités économiques et valoriser les atouts des territoires, faciliter la vie quotidienne des populations, organiser et animer les territoires. La Fédération des Epl a participé aux deux premiers et rédigé une contribution écrite. En outre, ces groupes de travail ont permis de valoriser les expérimentations menées par les Epl afin d'apporter des solutions intéressantes.

### ... Rapprochement entre bailleurs sociaux

Le nombre des bailleurs sociaux (Epl et organismes HLM) diminue chaque année : près de 950 en 2001, moins de 800 en 2009. 285 Epl géraient des logements sociaux en 2001, contre 195 en 2008.

De nombreux rapprochements entre Epl et Offices publics de l'habitat ont été effectués au profit d'offices. Le processus inverse se heurte à une difficulté juridique : si un Office public de l'habitat peut vendre ses logements à une Epl, aucune disposition législative ou réglementaire ne précise les conséquences de ce transfert de patrimoine pour les fonctionnaires de l'office. Afin de combler ce vide juridique, un amendement déposé à la demande par la Fédération avait été adopté par la Commission des lois de l'Assemblée nationale dans un projet de loi sur la mobilité dans la fonction publique territoriale, cependant il n'a pas été retenu. La Fédération des Epl a à nouveau saisi le Gouvernement.

### ... Cautions

Depuis le vote de la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, les personnes morales n'ont plus la possibilité de demander une caution apportée par une personne physique pour la location d'un logement.

Les garanties apportées par le 1 % logement (Loca-Pass) sont désormais réservées aux logements conventionnés.

Afin de conforter la confiance entre bailleurs et locataires, et de garantir un égal accès au logement, il est essentiel que la garantie apportée par le 1 % logement (Loca-Pass) puisse à nouveau être distribuée pour l'ensemble des logements des Sem.

La Fédération des Epl est intervenue en ce sens auprès du Gouvernement et des instances du 1 % logement.

### ... Prorogation du régime d'exonération des plus-values pour les cessions de foncier à des bailleurs sociaux

Afin d'inciter les particuliers et les entreprises, qui souhaitent céder des immeubles, à privilégier les ventes à destination du secteur du logement social à un prix maîtrisé, la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 a prévu une fiscalité allégée en cas de vente à un organisme HLM ou à une Sem : exonération d'impôt sur les plus-values des particuliers et application d'un taux réduit d'impôt sur les sociétés sur les plus-values des entreprises. Cette disposition favorise les ventes et permet de négocier des prix d'acquisition plus compatibles avec les loyers des logements sociaux.

Afin de favoriser davantage ce type de cessions, la Fédération des Epl et l'Union sociale pour l'habitat ont proposé d'aligner le régime applicable aux entreprises sur celui des particuliers, à savoir une exonération totale d'impôt sur la plus-value et de proroger le dispositif au-delà du 31 décembre 2009. La loi de finances rectificative pour 2009 a prorogé le dispositif jusqu'au 31 décembre 2011.

## ...la communication

### ... Commission communication

La Commission communication présidée par **Nicolas Lefebvre**, directeur général de la Société d'Exploitation de la Tour Eiffel, s'est muée en 2009 en Comité de pilotage de la Semaine nationale des Epl.

### ... Congrès des Epl

Temps fort du mouvement des Epl, le congrès s'est tenu à Nantes les 7 et 8 octobre 2009. A cette occasion, il a adopté son document d'orientation stratégique.

Chaque année, la Fédération associe adhérents et partenaires à l'élaboration du programme tant au niveau régional que national (5 réunions du comité de pilotage Pays-de-la-Loire/Bretagne et 2 du comité national).

Le thème fédérateur « Face à la crise : les Epl, entreprises citoyennes et durables » a rassemblé 1 479 congressistes, autour d'un programme riche et varié : 37 tables rondes, réunions, ateliers ou clubs, 6 visites professionnelles. Deux ministres se sont exprimés : **Benoist Apparu**, secrétaire d'Etat chargé du Logement et de l'Urbanisme a confirmé la relance de logements sociaux. **Fadela Amara** a présenté le dispositif du gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes des quartiers.

Le Salon du développement local a accueilli 80 exposants, chiffre comparable à 2008, grâce à la forte représentation des Epl de la région d'accueil, au nombre de 40.

Le congrès est l'occasion de resserrer les liens avec les partenaires des Epl et également de sceller des accords avec de nouveaux partenaires : Ugap, Holdikom SA holding de la ville d'Ostrow (Pologne).

En accueillant trois délégations étrangères : polonaise et marocaine, le congrès 2009 a été synonyme d'ouverture.

Les résultats financiers attestent également de la bonne tenue de la manifestation.

### ... Semaine nationale des Epl

7 réunions du Comité de pilotage pour mettre au point le concept de la Semaine nationale des Entreprises publiques locales, son plan de communication et travailler à la mobilisation des Epl pour ce grand rendez-vous prévu du 19 au 26 mai 2010 ; week-end compris, pour laisser

toute liberté, notamment aux Epl de tourisme qui souhaiteraient exploiter ce créneau.

### ... Trophées des Epl

Les Trophées des Epl visent à mettre en valeur des initiatives significatives de la performance économique, sociale ou environnementale des Epl au service des collectivités locales. Ils récompensent l'innovation au service du développement durable apportée par les Epl à un territoire dans le cadre de l'intérêt général, à travers trois catégories : habitat et développement urbain, développement économique ou touristique, services au public. Quatre sociétés ont été lauréates des Trophées 2009 :

→ la **Sages** pour l'éco-quartier de Bonne à Grenoble

→ la **Sic** pour la transformation d'un squat en quartier à Nouméa

→ la **Seda** pour la reconversion de friches pour l'emploi et le logement à Laon

→ la **TaM** pour les services rendus au public à travers Vélo'mag à Montpellier

Le comité de présélection, qui s'est réuni à Paris le 22 avril, a nommé 8 sociétés qui ont présenté leur action devant un jury présidé par Nicolas Lefebvre, directeur général de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel.

### ... Internet

→ En avril : lancement de l'espace « Contacts Epl » regroupant l'annuaire des Epl et leurs offres d'emploi, ainsi que deux onglets de promotion réservés à la régie annuaire (FFE) et au Salon du développement local (Le Moniteur). Cet espace offre deux emplacements publicitaires commercialisés par la régie annuaire (13 annonceurs en 2009). Il a également permis à des services moteurs de la fréquentation du site de la Fédération de trouver une plus grande visibilité.

De plus, les fiches annuaire des Epl sont désormais reliées à leurs actualités diffusées sur [www.servirlepublic.fr](http://www.servirlepublic.fr).

→ En mai : travail sur l'[espace Congrès](#), en particulier sur l'amélioration du PDF « programme » généré en automatique à partir des données saisies en ligne.

→ En septembre : évolution éditoriale et remodelage de l'espace dédié à l'actualité des Epl, [www.servirlepublic.fr](http://www.servirlepublic.fr), dans le but d'accroître sa notoriété et son trafic. Le site est alimenté quotidiennement. Un fil RSS permet de suivre l'actualité en direct.

→ En décembre : création d'un blog pour assurer la promotion de la Semaine nationale des Epl : [www.semainedesepl.fr](http://www.semainedesepl.fr).

→ Quelques chiffres

En moyenne 35 000 visites mensuelles tous espaces confondus (35 % du trafic assuré par l'annuaire et surtout les offres d'emploi).

3 226 abonnées à l'actualité de la Fédération,

3 380 à l'actualité des Epl,

5 969 aux offres d'emploi.

### ... Relations presse

479 brèves, articles ou dossiers de presse ont été générés en 2009, représentant une progression de 148 % par rapport à 2008.

Outre les retours sur les sujets récurrents comme les Trophées des Epl (34 articles) et le Congrès des Epl à Nantes (73 articles) au cours duquel a été signé l'engagement des Epl d'embaucher 1 000 jeunes issus des quartiers sensibles dans le cadre du Plan espoir banlieue, la proposition de loi sur les Spl a bien été relayée par la presse après son approbation par le Sénat, le 4 juin (40 articles).

Parmi les autres sujets :

→ la remise à 3 Epl françaises du label européen Discerno CSR (26 articles)

→ le colloque « Pour une régulation des services de l'eau en France », le 26 mars à l'Assemblée nationale (12 articles)

→ la nomination du nouveau directeur général de la Fédération (26 articles).

## ...le service aux adhérents

### ... Editions

4 nouvelles éditions ou coéditions en 2009 :

→ Une nouvelle version du **guide « Sem mode d'emploi »**, ouvrage de référence sur les Sem

qui intègre désormais les Sociétés publiques locales d'aménagement.

→ Le guide de recommandations « **Les Epl et le photovoltaïque** » réalisé en partenariat avec l'Ademe, l'Anseme, Hespul et le cabinet Nguyen avec pour ambition de livrer aux élus locaux les clés de la réussite d'un projet photovoltaïque, ainsi que de nombreux exemples tirés des succès des Epl et de leurs filiales.

→ « **Les Epl et les partenariats public privé** », coédité avec Dexia, a permis de revenir sur la typologie des montages et rôles possibles pour les Sem au sein des contrats de partenariat.

→ « **Le Guide des bonnes pratiques en matière de sécurité** », coédité avec le Prodiss, destiné à répertorier l'ensemble des tâches afférentes à la sécurité et à la sûreté dans les lieux de spectacles.

### ... Autocontrôle et analyse financière

Le dispositif d'autocontrôle concerne toutes les Sem immobilières intervenant dans le domaine du logement social, soit 159 sociétés. Il s'inscrit dans le cadre de la convention passée avec la CGLLS, la Fédération devant assurer un rôle préventif pour traiter en temps utile les situations de difficultés.

Les données des analyses participent à l'établissement d'une plaquette annuelle au titre de l'observatoire des Sem immobilières.

En outre, dans le cadre du dispositif de suivi de l'aménagement (DIS), l'ensemble des Sem à double activité fait progressivement l'objet d'une double analyse (20 Sem concernées). Les activités aménagement de ces sociétés sont centralisées et permettent à la Fédération des Epl d'établir des cumuls et moyennes annuelles.

### ... Epl en ligne

Une constance dans l'information diffusée aux adhérents : 473 articles d'actualité ont été mis en ligne sur « Epl en ligne », espace qui leur est réservé, générant 35 030 lectures.

### ... Epl assistance juridique

La mission Epl assistance est une mission permanente de conseil juridique aux adhérents. 1 041 questions ont été traitées par les acteurs d'Epl assistance. 94,9 % l'ont été en moins de 48 heures.

### **... Epl management**

Epl management accompagne les Epl par des techniques et pratiques innovantes du plus haut niveau développées avec HEC :

→ Epl cycle long, destiné aux dirigeants d'Epl ou aux cadres dirigeants appelés à le devenir.

→ Epl corpo, qui réunit chaque année durant 2 jours et demi les anciennes promotions du cycle long

→ Epl Université des présidents d'Epl

### **... Mise en place des Cus**

La Fédération a apporté un appui aux Sem pour l'élaboration de leurs conventions d'utilité sociale : plateforme internet, réunions d'information et formations tant à Paris qu'en régions, constitution de groupements de commande en Ile-de-France, Paca, Normandie et Sud-Ouest, remise d'un guide et d'un exemple de trame.



# L'action régionale et ultramarine...

## ...l'animation

En 2009, la Fédération des Epl s'est fixée pour feuille de route de privilégier l'échelon régional et le partenariat avec les fédérations régionales pour développer son action d'animation de réseau et de promotion des solutions Epl vers les collectivités locales.

### ... Conseil des fédérations régionales

Toutes les Arsem sont devenues des fédérations régionales, aussi le Conseil des fédérations régionales d'Epl a remplacé le Conseil des associations, le 3 juillet.

Présidé par **Vincent Fuster**, également président de la Fédération des Epl Bourgogne Franche-Comté et de la SEDD, il a dressé un état des lieux de l'action régionale 2009 à mi-année, préparé le Congrès national de Nantes, et conduit une réflexion sur les synergies à mettre en œuvre en matière de cotisation nationale et régionale.

Enfin, il a tenu sa conférence annuelle le 6 octobre à Nantes qui lui a permis d'adopter le programme de l'action régionale 2010.

### ... Fédération régionales

Les fédérations régionales ont tenu 14 assises stratégiques dont 5 en présence de Martial Passi, président de la Fédération nationale des Epl. Elles ont rassemblé 220 participants.

A leur actif également :

→ 5 commissions immobilières

→ 5 réunions d'information sur l'actualité juridique (Alsace, Paca, Haute et Basse Normandie, Bourgogne Franche-Comté et Rhône-Alpes).

### ... Outre-mer

En 2009, la Commission outre-mer s'est réunie à 4 reprises. Elle est présidée par **Léon Bertrand**, p-dg de la Senog (Guyane) et a pour vice-président **Alain Armand**, p-dg de la Sodiatic (Réunion).

La Fédération a organisé des Rencontres territoriales dans les Dom : 16 juin en Guyane, 19 juin en Martinique, et 26 juin à La Réunion.

La journée pré-congrès du 6 octobre à Nantes a rassemblé 140 participants des Epl d'outre-mer et partenaires institutionnels

## ...le lobbying

### En régions

#### ... Promotion des Epl auprès des collectivités

Cette promotion passe par l'organisation d'un grand événement annuel (colloque ou congrès interrégional) :

→ Trois colloques sur le retournement de conjoncture ont eu lieu :

- en Ile-de-France, 6 mars à Paris.

- pour le Grand Ouest (Bretagne Pays-de-la-Loire, Centre-Auvergne-Limousin), le 2 juin à Angers.

- pour le Grand Est (Alsace, Champagne Ardenne-Lorraine, Bourgogne Franche-Comté), le 17 septembre à Mulhouse.

→ Colloque sur l'accessibilité en Rhône-Alpes organisé le 26 mai à Grenoble, en partenariat avec Dexia.

→ Conférence des Epl Nord Pas-de-Calais organisée le 15 octobre à Maubeuge en partenariat avec l'ADCF sur le thème « Foncier de la stratégie à l'opérationnel : Quelles convergences entre les communautés et les Epl ? »

→ Midi-Pyrénées : Colloque sur l'action publique, le 2 octobre à Labège.

→ Voyage d'étude des Sem de Paca à Istanbul du 21 au 25 octobre, l'occasion de rencontrer les 23 Epl de la ville et le député-maire.

→ Conférence sur « L'attractivité des territoires et les synergies public privé » à la Sem Numérica, le 19 novembre à Montbéliard.

De nombreux rendez-vous ont eu lieu avec des associations d'élus ou de DGS, permettant une meilleure connaissance mutuelle

#### ... Promotion des Epl auprès des réseaux

→ Conseils économiques et sociaux régionaux : les Epl ont pu se présenter aux décideurs socio-économiques en Ile-de-France, le 28 avril et Nord Pas-de-Calais, le 19 novembre.

→ Fédérations du BTP et des constructeurs : un dialogue régulier a été instauré en Bourgogne Franche-Comté, Paca et Midi-Pyrénées.

→ Paca : Rencontre GRDF, Fédération des Epl de Paca et ARHLM, le 26 novembre à Marseille.

### ... Projet de loi du Grand Paris

Ce projet de loi comprend un premier volet « création d'un nouveau réseau de transport » et un second volet « aménagement urbain ». Ce dernier concerne plus précisément la réalisation d'opérations d'aménagement par la Société du Grand Paris (Epic créé par la loi) dans un périmètre situé à proximité des nouvelles gares de transport en commun.

Dans le projet de loi tel qu'il avait été rédigé avant son passage à l'Assemblée nationale, il était très peu probable que les Epl d'Ile-de-France aient la possibilité de conduire des opérations d'aménagement dans ce périmètre.

La Fédération régionale des Epl, présidée par Laurent Lafon, s'est rapprochée de plusieurs députés pour déposer un amendement visant à « permettre aux collectivités locales, dans le cas où il serait décidé que celles-ci seraient chargées de mettre en œuvre les projets définis par les contrats de développement territorial, de faire appel en matière d'aménagement, aux structures qu'elles ont déjà créées (Sem, Spla) ou à tout autre opérateur, en fonction de la solution jugée pertinente. »

Laurent Lafon et Mireille Flam, vice-présidente de la Fédération des Epl Ile-de-France, ont été reçus par le directeur de cabinet de Christian Blanc, secrétaire d'Etat au Développement de la région capitale, afin de faire valoir la position des Epl franciliennes.

A l'Assemblée nationale, l'article 7 de la loi a été modifié et prévoit désormais que, si un contrat de développement territorial a été signé par la commune (ou Epci), la Société du Grand Paris ne peut mener les opérations d'aménagement que si le contrat de développement territorial le permet expressément.

La compétence en partie retrouvée des collectivités locales va dans le bon sens, mais une nouvelle réunion régionale est souhaitable avant le passage devant le Sénat, pour examiner si une rédaction encore plus explicitement favorable aux Epl peut être adoptée. Il convient également d'anticiper l'entrée en vigueur du texte en étudiant comment positionner au mieux les Sem comme relai opérationnel incontournable de la Société du Grand Paris. La Fédération régionale, auditionnée au Sénat, a également souligné la nécessité que le texte comprenne expressément l'objectif de production annuelle de 70 000 logements.

### En Outre-mer

#### ... Projet de loi pour le développement économique en outre-mer

Le lobbying de la Fédération a porté sur le volet logement de la loi. Les amendements qu'elle a proposés au gouvernement et aux parlementaires avaient pour objectif de :

→ Clarifier le dispositif de défiscalisation permettant le montage d'opérations en logement social en dédiant le dispositif aux opérateurs sociaux et en le rendant attractif pour les investisseurs.

→ Maintenir un dispositif de défiscalisation pour les opérateurs privés afin de produire du logement locatif intermédiaire du type PLS.

→ Clarifier et rendre plus facile d'utilisation, pour les opérateurs sociaux, le dispositif de défiscalisation basé sur l'impôt sur les sociétés.

→ Obtenir les avantages fiscaux de réduction de TVA et d'exonération de TFPB pour les opérateurs sociaux.

### ...la communication

#### ... Newsletters régionales

Quatorze fédérations régionales ont publié au moins une newsletter. Au total, 19 newsletters régionales ont été diffusées.

Leur nombre d'abonnés s'élève à 1 368 contre 966 à fin 2008 dont 22 % vers les collectivités locales.

#### ... Une nouvelle plaquette pour les Fédérations

En 2009, la quasi-totalité des Fédérations régionales a opté pour une maquette commune de plaquette de présentation. Ces plaquettes ont été éditées à l'occasion du Congrès des Epl de Nantes.

#### ... Relations presse

Les relations presse se sont centrées sur des événements organisés par les fédérations, ou sur l'élection de nouveaux présidents. Leur actualité et leurs prises de position, notamment sur le Grand Paris, ont été bien suivies par la presse spécialisée et quotidienne régionale (38 articles).

# L'action européenne et internationale...

adopté une adresse commune aux candidats aux élections européennes présentant leurs attentes

## ...l'animation

### ... Commission Europe et relations internationales

La Commission Europe et relations internationale est présidé par **Mireille Flam**, conseiller de Paris et présidente de la Sogaris. Elle s'est réunie le 4 février pour impulser et suivre l'ensemble de l'action européenne et internationale de la Fédération.

### ... CEEP

Le Centre européen des entreprises à participation publique (CEEP) constitue la principale organisation au sein de laquelle la Fédération inscrit son action au plan communautaire.

- 5 et 6 mars, réunion des dirigeants des Fédérations d'Epl européennes à Barcelone.
- 18 mars et 14 septembre, Commission des Epl du CEEP à Bruxelles.
- 10 et 11 septembre, réunion des dirigeants des Fédérations d'Epl européennes à Stockholm.
- 2→ 7 octobre, 12<sup>e</sup> Conférence des Epl à Bruxelles sur le thème « Les entreprises publiques locales dans un contexte porteur : de la crise mondiale à des nouvelles opportunités ».

### ... A l'international

→ Edition d'un guide « **Sem et coopération décentralisée** » en partenariat avec l'AFD et Cités unies France. Objectif : favoriser l'intervention des Sem comme outil de mise en œuvre des politiques de coopération décentralisée des collectivités territoriales françaises.

→ Accueil au congrès de délégations polonaise et marocaine.

## ...le lobbying

### ... Epl et élections européennes

A l'initiative de la Fédération des Epl et la VKU, son homologue allemand, les fédérations d'entreprises publiques locales européennes ont

et propositions à l'égard de la prochaine législature en matière de concessions, de *in house*, de Sem contrat, d'intercommunalité et d'accès aux financements publics.

### ... Traité de Lisbonne et services publics

Le nouveau Traité européen entré en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2009 constitue l'aboutissement d'un long cheminement engagé voici huit ans pour clarifier les objectifs de l'Union européenne et adapter ses institutions. Il comprend plusieurs dispositions apportant davantage de garanties aux services d'intérêt général. Tout particulièrement, l'article 14 prévoit un règlement européen destiné à préciser les principes et les conditions permettant d'accomplir les missions d'intérêt général. Une première étape important vers une sécurisation du droit applicable aux services publics a ainsi été franchie. Le CEEP s'est activement mobilisé en ce sens depuis de nombreuses années.

### ... Vers une directive européenne sur les concessions en 2010

La Commission européenne a publié le 19 novembre 2009 une communication précisant ses intentions d'action afin de contribuer au développement du partenariat public privé. Rappelant que les concessions de service ne font pas l'objet d'une législation spécifique au plan européen, la Commission précise son intention d'aller de l'avant en 2010.

Une proposition législative à part entière sur les concessions sera présentée à l'issue d'une étude d'impact. Elle devrait préciser les règles de publicité, de sélection (critères objectifs et non discriminatoires) et d'égalité de traitement à respecter. Une telle législation aurait une valeur juridique supérieure aux normes en vigueur en France, comme par exemple la loi Sapin.

La Fédération des Epl est favorable à une telle législation européenne sur les concessions si elle dissocie clairement le droit des concessions et celui des marchés publics, en reconnaissant en

particulier aux collectivités publiques une réelle liberté de choix final.

La Fédération a commencé à sensibiliser les parlementaires européens français qui siègent dans la commission compétente sur cette directive.

Début décembre 2009, le ministère de l'Economie a décidé d'associer la Fédération au groupe de travail interministériel constitué sur ce sujet.

Le dialogue engagé de longue date avec la Commission européenne et les autorités française a également vocation à se densifier.

Des initiatives seront prises avec les autres fédérations nationales et au sein du CEEP.

## ...la communication

### ... Discerno CSR

La prise en compte des enjeux de développement durable est devenue un passage obligé pour l'ensemble des acteurs économiques. Aussi en 2008, le CEEP a lancé le label européen Discerno CSR qui récompense la responsabilité sociale et environnementale des entreprises publiques.

En 2009, 3 Sem françaises ont obtenu ce label :  
→ la **Sic**, qui gère 8 000 logements sociaux en Nouvelle-Calédonie et mise qualité environnementale de ses bâtiments.

→ la **Setomip**, qui a créé des îlots expérimentaux dans l'agglomération toulousaine, proposant des prix inférieurs à 20 % du marché et affichant une efficacité énergétique de 20 % supérieure à la législation.

→ la **Sogaris**, spécialisée dans la gestion de plateformes de distribution de marchandises, pour son travail sur l'amélioration de la logistique en milieu urbain.

# Annexes.....

## adhésions

En 2009, la Fédération a enregistré 33 nouvelles adhésions dont 4 filiales de Sem et 13 pré-adhésions. Il s'agit de :

**05**  
**Semlore** (Les Orres)

**11**  
**Communauté de communes de Castelnaudary et du bassin Lauragais** : projet funéraire

**14**  
**Syndicat mixte de traitement et valorisation des déchets ménagers de la Région Ouest Calvados** : projet déchets

**21**  
**Splaad** (Dijon)

**28**  
**Chartres Métropole** : projet Spla

**31**  
**Semcac** (Colomiers)  
**Semidias** (Colomiers)

**34**  
**SAS Energies du Sud** : filiale de la Serm (Montpellier)

**38**  
**SA Isergie** (Grenoble) et  
**Sas GEG SE** (Grenoble) : filiales de GEG

**40**  
**Enerlandes** (Mont-de-Marsan)

**47**  
**Communauté de communes Fumélois-Lémance** : projet énergies renouvelables  
**Commune de Tonneins** : projet abattoir

**51**  
**CPA** (Reims)

**56**  
**Communauté du Pays de Questembert (56)** : projet énergies renouvelables  
**Communauté de communes du Val d'Oust et de Lanvaux** : projet abattoir

**63**  
**Syndicat mixte du Parc naturel régional Livradois-Forez** : projet énergies renouvelables  
**Communauté de communes du Haut-Livradois** : projet énergies renouvelables

**64**  
**Socomix** (Biarritz)  
**Sem Pôle océan** (Biarritz)  
**Société des Golfs de Biarritz**  
**Commune de Mauléon-Licharre** : projet tourisme

**69**  
**Commune de Grigny** : projet TIC

**74**  
**Sivu domaine skiable des Houches Saint-Gervais**  
**Commune de La Clusaz** : projet tourisme

**77**  
**Communauté d'agglomération Melun Val de Seine** : projet Spla  
**Sud Développement** (Montereau-Fault-Yonne)

**79**  
**SAS Gérédis** (Niort) : filiale de Séolis

**86**  
**Valagro** (Poitiers)

**93**  
**Seml NPIA** (Neuilly Plaisance)  
**Commune Rosny-sous-Bois** : projet TV locale

**94**  
**Commune de Fontenay-sous-Bois** : projet Spla

**974**  
**Sem Dionysport** (Saint-Denis)

## ...radiations

Durant l'année, le conseil d'administration a procédé à 47 radiations d'Epl, parmi lesquelles des disparitions de sociétés et un projet abandonné. Il s'agit de :

**01**  
**Promobourg** (Bourg-en-Bresse)

**06**  
**Sagestab** (Beausoleil)  
**Sovalac** (Valbonne)

**10**  
**TPA** (Troyes)

**13**  
**Semis** (Saintes-Maries de la Mer)

**15**  
**Sem du Scénoparc IO** (Valette)

**17**  
**Semmussac Aménagement**  
(Semmussac)

**19**  
**Sem Pompadour** (Arnac  
Pompadour)

**20**  
**CCM Airlines** (Ajaccio)

**30**  
**BRL** (Nîmes)  
**Semu** (Uzès)  
**Saem Grand Angles** (Les Angles)

**31**  
**Semest** (Toulouse)

**33**  
**Socogest** (Bordeaux)  
**TGE** (Talence)

**34**  
**Shemc** (Montpellier)

**36**  
**Sem 36** (Châteauroux)

**37**  
**Ligeris** (Tours)

**52**  
**Haute-Marne Aménagement**  
(Chaumont)

**59**  
**FRG** (Lille)  
**SWEM Aménagement**  
(Wasquehal)

**62**  
**Semat** (Le Touquet)  
**Seml Pôle viande du Haut Pays**  
**et des 7 Vallées** (Fruges)  
**Sepac** (Arras)

**63**  
**Sem d'Aubière**

**65**  
**Semadour** (Maubourguet)

**66**  
**Semeta** (Le Barcarès)

**68**  
**Dical** (Colmar)

**71**  
**Sogepem** (Mâcon)

**72**  
**Musée automobile de la Sarthe**  
(Le Mans)

**73**  
**S3V** (Chambéry)  
**Savoie Stations Participation**  
(Chambéry)  
**Maurienne Expansion** (Saint-  
Jean de Maurienne)  
**Sem Centrale des Chaudannes**  
(Saint-Martin La Porte) : projet  
abandonné

**74**  
**Semag** (Archamps)  
**Sem du Grand-Bornand**

**75**  
**Eaux de Paris**  
**La Géode** (Paris)

**77**  
**Semm 77** (Montévrain)

**79**  
**Semtan** (Niort)

**83**  
**Sema** (Sainte-Maxime)

**91**  
**Semavic** (Viry-Châtillon)

**92**  
**Semads** (Issy-les-Moulineaux)

**93**  
**Sidec** (Bobigny)

**95**  
**Semidor** (Domont)  
**Seminter** (Fosses)

**971**  
**Samideg** (Sainte-Anne)

## ...Organismes auprès desquels la Fédération est active

<b>Instances nationales</b>	<b>Energie</b>	<b>Autres</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>→ Conseil national de l'habitat</li><li>→ Commission nationale de la concertation</li><li>→ Conseil national de la montagne</li><li>→ Conseil national du tourisme</li><li>→ Conseil national du transport (comité de liaison pour l'accessibilité des transports)</li><li>→ Caisse de garantie du logement locatif social</li><li>→ Certu (Centre d'étude sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques)</li><li>→ Conférence permanente du tourisme rural</li><li>→ Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru)</li><li>→ Comité de suivi pour la mise en œuvre du droit au logement</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>→ Amorce</li><li>→ Anroc (Association des régies d'énergie et câble)</li><li>→ Association des maîtres d'ouvrage en géothermie (Ageo)</li><li>→ Comité de liaison des énergies renouvelables (Clerc)</li><li>→ ELE (Entreprises locales d'électricité)</li><li>→ SPEGNN (entreprises locales gazières)</li><li>→ Syndicat des énergies renouvelables</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>→ Union nationale du crédit coopératif</li><li>→ Associations Mutlog et Acmil</li><li>→ ADPE (Association pour le droit public de l'entreprise)</li><li>→ Club ville aménagement</li><li>→ CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique)</li><li>→ Observatoire des risques juridiques des collectivités territoriales</li><li>→ Association de promotion des projets urbains</li><li>→ Cercle des délégués permanents à Bruxelles</li><li>→ Association nationale des élus de la montagne (Anem)</li><li>→ Association nationale des maires des stations classées et communes touristiques</li><li>→ Association nationale des maires des stations de montagne (Anmsm)</li><li>→ Association nationale des élus du littoral (Anel)</li><li>→ Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)</li><li>→ Fédération nationale des collectivités pour la culture (FNCC)</li></ul>
<b>Organismes sectoriels ou professionnels</b>	<b>Transports-stationnement</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>→ Association HQE</li><li>→ Association Qualitel</li><li>→ Anil (Agence nationale pour l'information et le logement)</li><li>→ Agence qualité construction</li><li>→ Avicaa (Association des villes &amp; collectivités pour les communications électroniques &amp; l'audiovisuel)</li><li>→ Instance de régulation relative à la garantie des dommages aux existants</li><li>→ Fédération des Min</li><li>→ Fonds d'intervention pour le logement social</li><li>→ Institut de la gestion déléguée</li><li>→ Union nationale des professionnels du pôle funéraire</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>→ Agir</li><li>→ Gart</li><li>→ Fédération du stationnement</li><li>→ Transdev</li><li>→ UTP</li></ul>	
	<b>Tourisme et culture</b>	
	<ul style="list-style-type: none"><li>→ Fédération française des ports de plaisance</li><li>→ Fnotsi (Fédération nationale des offices de tourisme)</li><li>→ France Congrès</li><li>→ Foire, salons, congrès et événements de France</li><li>→ Odit-France</li><li>→ Prodiss (Union du spectacle musical et de variété)</li><li>→ Snelac (Syndicat national des espaces de loisirs, d'attractions et culturels)</li><li>→ SNTF (Syndicat national des téléphériques de France)</li></ul>	